



Bruxelles, le 3 décembre 2007

A l'attention des Ministres européens de l'Emploi et des Affaires sociales

Objet: Conseil EPSCO des 5 et 6 décembre 2007: Stratégie de Lisbonne – Pour la croissance, l'emploi et l'inclusion.

Madame la Ministre,
Monsieur le Ministre,

Plusieurs Conseils de Printemps consécutifs ont demandé un renforcement de la dimension sociale de la Stratégie de Lisbonne. Dans une récente résolution, le Parlement européen a souligné la nécessité de renforcer l'intégration de la dimension sociale lors du prochain cycle de la stratégie de Lisbonne, tout en demandant à la Commission de présenter une mise à jour des lignes directrices intégrées pour la période 2008-2010. Les conclusions de la sixième Table ronde sur l'Inclusion sociale, qui a eu lieu aux Açores, demandait que l'inclusion sociale reçoive une plus grande visibilité politique et soit placée au centre de la stratégie au niveau européen. A la lumière, entre autres, de ces engagements, il est raisonnable que les conclusions de votre Conseil de décembre insistent sur la nécessité pour la stratégie de Lisbonne pour la période 2008-2010 de prendre le titre de « stratégie pour la croissance, l'emploi et l'inclusion ». Ce changement de titre doit également se refléter dans les conclusions que vous adopterez sous les divers points de votre ordre du jour.

Renforcer la place de l'inclusion sociale dans l'agenda de Lisbonne exige une triple approche. Dans un premier temps, il convient de **renforcer la dimension sociale dans les lignes directrices intégrées** (macroéconomiques, microéconomiques et d'emploi). EAPN vous a déjà adressé une proposition à cet égard. En second lieu, une **meilleure intégration entre la stratégie de Lisbonne, la Méthode ouverte de Coordination appliquée à la Protection sociale et à l'Inclusion sociale et les Fonds structurels s'impose**. Plus précisément, les exigences et les processus prévus dans le cadre de la stratégie de Lisbonne doivent montrer de quelle manière la stratégie et les Fonds structurels contribuent à l'éradication de la pauvreté. Troisièmement, la **Méthode ouverte de Coordination appliquée à la Protection sociale et à l'Inclusion sociale doit être renforcée**. Vous trouverez dans le rapport d'EAPN intitulé « Une année légère... à ne pas prendre à la légère » (« Light Year: Hard Work » lien ci-dessous) nos suggestions pour renforcer la dimension d'inclusion sociale dans cette stratégie.

La récente Communication de la Commission sur « **l'Inclusion active** » constitue ce qui pourrait être une avancée primordiale dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. EAPN se félicite de l'approche équilibrée de l'inclusion active que contient cette communication. Plus précisément, la question d'un Revenu minimum approprié, dans le cadre de la proposition d'un paquet intégré, revêt une grande importance ; EAPN, qui s'apprête à lancer une campagne européenne sur le sujet le 19 décembre, demande aux Etats membres d'apporter une réponse positive à cette communication et de lui donner le suivi qu'elle mérite.

Pour faire avancer le dossier social, il est indispensable que les politiques de l'emploi aient pour objectif de créer un marché du travail inclusif. **L'approche de la flexicurité devrait intégrer clairement l'objectif d'inclusion sociale**. Dans sa résolution relative aux principes communs en matière de flexicurité, le Parlement européen demande l'adoption d'une « série plus équilibrée de principes

communs de flexicurité » basée sur la « création d'emplois de qualité et le renforcement des valeurs du Modèle social européen ». D'après l'avis conjoint de la Comité Emploi et du Comité de la « Protection sociale », les approches de flexicurité devraient aider à combattre les discriminations, la pauvreté et l'exclusion sociale. EAPN demande aux Etats membres d'adopter des principes communs en matière de Flexicurité reflétant cet objectif, notamment par le biais d'une référence à l'exigence d'une protection sociale forte au moment où la flexibilité est déjà une réalité. EAPN a déjà proposé une nouvelle formulation des principes communs (voir lien ci-dessous).

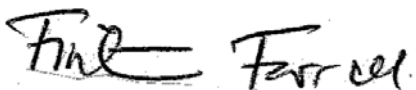
Le récent paquet sur la révision du marché intérieur contient quelques propositions utiles visant à renforcer les droits des consommateurs et à présenter une vision sociale liée à l'inventaire de la réalité sociale. Toutefois, il ne répond que marginalement aux préoccupations soulevées par nos membres à propos de l'impact négatif de la libéralisation sur des services d'intérêt général vitaux, notamment en matière de coûts abordables, d'accès, de durabilité et de qualité. EAPN demande aux Etats membres d'affirmer explicitement que le marché ne pourra réaliser seul le modèle de développement social et durable de l'UE, et de promouvoir dans l'urgence une **étude d'incidence indépendante et une évaluation horizontale du véritable impact de la libéralisation sur les services d'intérêt général vitaux**. EAPN se félicite des précisions déjà apportées sur le thème des Services d'intérêt général et des Services sociaux, principalement pour ce qui concerne le marché public et les aides d'état ; Cependant, cela ne peut remplacer un cadre horizontal sur les SIG et sur les SSIG qui affirmerait la prédominance de « l'intérêt général » sur les intérêts du marché et donnerait une véritable certitude juridique aux fournisseurs et aux usagers.

Nombreuses sont les personnes en situation de pauvreté qui font l'expérience quotidienne du lien existant entre l'exclusion et les discriminations. EAPN se félicite des progrès réalisés au cours de l'Année européenne sur l'Egalité des chances, pour ce qui concerne les efforts de sensibilisation et de compréhension des questions liées à la lutte contre les discriminations. EAPN demande aux Etats membres de soutenir les propositions formulées par la Commission et par le Parlement européen, ainsi que les conclusions de la récente conférence de clôture de l'Année européenne à Lisbonne, visant à proposer en 2008 **un renforcement de la législation européenne relative à la protection des populations contre les discriminations de toute nature et sur tous les aspects de la vie**. EAPN accueille positivement la discussion commune des Ministres de l'Emploi et des Affaires sociales, de la Justice et de l'Intérieur sur la migration. EAPN espère que ce débat débouchera sur une approche positive de la migration, qui remplacerait l'approche actuelle dominée par des messages négatifs et qui entraîne des effets déplorables pour les migrants en Europe ainsi que pour des minorités ethniques trop souvent piégées dans ce discours négatif.

Un **processus de gouvernance active**, associant l'ensemble des parties prenantes, dont les personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale et les organisations qui représentent leurs intérêts, s'impose si nous voulons réellement mener à terme l'agenda d'inclusion sociale. Pareil processus de gouvernance doit se refléter dans les processus de Lisbonne et de la MOC et il est essentiel d'en recommander l'application dans le cadre du suivi de l'approche de flexicurité.

Nous espérons que vous donnerez toute la considération due à ces avis, et attendons le résultat de vos délibérations.

Sincères salutations,



Fintan Farrell

Directeur

Cc:

Commissaire Spidla, en charge de l'Emploi, des Affaires sociales et de l'Égalité des chances
M. Jan Andersson, Président de la Commission Emploi et Affaires sociales du Parlement européen
Mme Elise Willame, Présidente du Comité de la Protection sociale
M. Emilio Gabaglio, Président du Comité Emploi

Il est possible de télécharger divers rapports d'EAPN sur la stratégie de Lisbonne et sur la MOC pour la protection sociale et l'inclusion sociale, à partir de notre site Web en français et en anglais: www.eapn.org:

- [Rapport d'avancement d'EAPN sur la mise en œuvre des Rapports stratégiques sur la Protection sociale et l'Inclusion sociale \(2006-2008\) - Light Year Hard Work!](#)
- [Lettre d'EAPN sur les principes de Flexicurité: EAPN s'adresse aux Ministres européens de l'Emploi et des Affaires sociales, 1^{er} octobre 2007](#)